



Conseil de sécurité

Briefing : Syrie

New York, le 25 juin 2024

Déclaration lue par Adrian Hauri
Représentant permanent adjoint

Merci, Monsieur le Président.

Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe Madame Najat Rochdi et Monsieur Ramesh Rajasingham d'OCHA pour leurs présentations.

La Suisse reste très préoccupée par la fragmentation de la Syrie en plusieurs zones de conflit. Les conditions de vie et de protection des populations civiles ne cessent de se dégrader et le risque que la Syrie devienne un Etat failli est palpable. Nous appelons à un cessez-le-feu respecté par toutes les parties et s'étendant à tout le territoire syrien. Il est essentiel que la situation ne se détériore pas davantage dans le sillage du conflit au Proche-Orient.

Seul un règlement politique durable et global du conflit à travers un processus dirigé par les Syriennes et Syriens sous les auspices de l'ONU pourra permettre d'endiguer ces tendances. C'est pourquoi nous soutenons pleinement les efforts de l'Envoyé spécial en faveur d'une solution politique, conformément à la résolution 2254. Nous appelons à la restauration de la confiance et au dialogue entre les Syriennes et les Syriens et toutes les autres parties concernées. Genève reste à disposition pour accueillir toutes initiatives ou pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU, y compris en vue de nouvelles rencontres du Comité constitutionnel.

En l'absence d'un réel engagement pour une solution politique négociée, les violations graves du droit international, y compris du droit international humanitaire et des droits humains, risquent de se poursuivre en Syrie.

A cet égard, il convient de noter qu'avec plus de 1,500 cas vérifiés en 2023, les violations graves à l'encontre des enfants continuent de manière alarmante, comme l'a remarqué le Secrétaire général dans son dernier rapport sur la situation des enfants dans les conflits armés. L'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action par les parties aux conflits sont primordiales pour la protection durable des enfants dans tout le pays. La Suisse se félicite de la signature récente d'un nouveau plan d'action. Nous encourageons tous les acteurs concernés, y compris ceux figurant sur la liste du Secrétaire général, à collaborer de manière

constructive avec les Nations unies et à mettre en œuvre sans délai leurs obligations de droit international en matière de protection des civils, y compris les enfants.

A cette fin, la Suisse soutient les efforts des différentes institutions de l'ONU et de la société civile auprès de l'ensemble des acteurs syriens concernés. Il n'y aura pas de paix durable en Syrie sans justice et sans que les acteurs ne répondent de toutes les violations graves du droit international commises depuis 2011.

Monsieur le Président,

J'en viens maintenant à la partie humanitaire.

Après 13 ans de crise 16,7 millions de personnes sont dans le besoin, et la situation humanitaire continue à se péjorer.

On compte parmi la population syrienne le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. Parmi les 7,2 millions des déplacés internes en Syrie, plus de 2 millions de personnes – principalement des femmes et des enfants – vivent dans des camps et des abris d'urgence provisoire. Cette situation n'est pas tenable et il est évident que des programmes de résilience à plus long terme et des projets de relèvement rapide sont nécessaires pour alléger les souffrances des Syriennes et Syriens déplacés.

Monsieur le Président,

Le passage transfrontalier de Bab al-Hawa reste une bouée de sauvetage vitale pour plus de 4 millions d'enfants, de femmes et d'hommes en Syrie. Pour que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin de la manière la plus directe et efficace possible, les acteurs humanitaires doivent pouvoir recourir à toutes les modalités, y compris par des couloirs transfrontaliers et à travers les lignes de front. Il est important que cet accès reste disponible aussi longtemps que nécessaire.

Nous exhortons toutes les parties à autoriser et faciliter cet acheminement de l'aide humanitaire dans toute la Syrie et à permettre un accès rapide, sûr, durable et sans entrave à tous les civils dans le besoin conformément à leurs obligations de droit international humanitaire. Nous saluons les efforts constants de l'ONU pour permettre l'assistance à travers les lignes de front. Ces opérations demeurent essentielles, bien qu'elles ne puissent actuellement remplacer les opérations humanitaires transfrontalières des Nations Unies.

Nous devons continuer à faire collectivement preuve de solidarité avec le peuple syrien.

Je vous remercie.

Thank you, Mr President.

I would like to thank Deputy Special Envoy Ms. Najat Rochdi and M. Ramesh Rajasingham from OCHA for their presentations.

Switzerland remains very concerned about the fragmentation of Syria into several conflict zones. Living conditions and the protection of civilians are steadily deteriorating, and there is a palpable risk that Syria will become a failed state. We are calling for a ceasefire respected by all parties and covering the whole of Syria. It is essential that the situation in Syria does not deteriorate further in the wake of the Middle East conflict.

Only a lasting and comprehensive political settlement of the conflict through a Syrian-led process under the auspices of the UN can counter these trends. This is why we fully support the Special Envoy's efforts to find a political solution, in line with resolution 2254. We call for the restoration of trust and dialogue among Syrians, but also between all the other parties concerned. Geneva remains ready to host any initiatives or peace talks under the aegis of the UN, including further meetings of the Constitutional Committee

In the absence of a real commitment to a negotiated political solution, serious violations of international law, including international humanitarian law and human rights law, are likely to continue in Syria.

In this respect, it should be noted that with more than 1,500 verified cases in 2023, grave violations against children continue at an alarming rate, as noted by the Secretary-General in his latest report on the situation of children in armed conflict. The development and implementation of action plans by the parties to the conflict are essential for the sustainable protection of children throughout the country.

Switzerland welcomes the recent signing of a new action plan. We encourage all actors involved, including those on the Secretary-General's list, to work constructively with the United Nations and to implement without delay their obligations under international law to protect civilians, including children.

To this end, Switzerland supports the efforts of the various UN institutions and civil society with all the Syrian players concerned. There will be no lasting peace in Syria without justice and without the actors being held accountable for all the serious violations of international law committed since 2011.

Mr President,

I now come to the humanitarian aspect.

After 13 years of crisis, 16.7 million people are in need, and the humanitarian situation continues to deteriorate.

The Syrian population includes the largest number of displaced people in the world. Of the 7.2 million internally displaced people in Syria, more than 2 million - mainly women and children - are living in camps and temporary emergency shelters. This situation is unsustainable and it is clear that longerterm resilience programmes and early recovery projects are needed to alleviate the suffering of displaced Syrians.

Mr President,

The Bab al-Hawa cross-border crossing remains a vital lifeline for more than 4 million children, women and men in Syria. For aid to reach those in need as directly and effectively as possible, humanitarian actors must be able to use all modalities, including cross-border and cross-line. It is important that this access remains available for as long as necessary.

We urge all parties to allow and facilitate such humanitarian access throughout Syria and to allow rapid, safe, sustained and unhindered access to all civilians in need in accordance with their obligations under international humanitarian law. We welcome the continued efforts of the UN to enable assistance across the frontlines. These operations remain essential, although they cannot currently replace UN crossborder humanitarian operations.

We must continue to show our collective solidarity with the Syrian people.

Thank you.